

ASSOCIATION CARPENSUD

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

84200 CARPENTRAS

STATUTS

ARTICLE PREMIER - FORMATION

Il est formé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et par les lois et décrets postérieurs s'y rapportant, ayant pour titre : " ASSOCIATION CARPENSUD ", ci-après dénommée " l'association".

ARTICLE 2 - OBJET

Cette association sans but lucratif a pour objet l'étude des problèmes rencontrés par les adhérents à l'occasion de leur cohabitation dans les zones d'activités du Sud de la ville de Carpentras, la création de moyens répondant à ces problèmes et la défense des intérêts des adhérents.

Elle orientera en particulier son action vers :

- la mise en place et l'entretien de tous les investissements nécessaires, en particulier dans le domaine de la signalétique,
- le développement de la communication interne et externe,
- la promotion de la qualité de l'environnement.

L'activité de l'association s'exerce dans un périmètre s'étendant :

- au Nord à la hauteur des avenues Frédéric Mistral, Georges Clémenceau et Dwight Eisenhower
- à l'Est de part et d'autre de la route de Pernes,
- au Sud par l'ensemble des zones de Prato sur la commune de Pernes,
- à l'Ouest de part et d'autre du chemin limite de Monteux et de la déviation qui part du rond point des croisières vers Avignon.

Au nom de l'ensemble de ses adhérents, l'association pourra entreprendre auprès des adhérents spécifiquement concernés, des pouvoirs publics ou autres intervenants toutes démarches nécessaires au bon fonctionnement des zones d'activités ainsi délimitées.

ARTICLE 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est situé au 1259 avenue des marchés, immeuble Carpensud 84200 CARPENTRAS.

Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration. La ratification par l'assemblée générale est nécessaire.

ARTICLE 4 - COMPOSITION

Peuvent faire partie de l'association toutes personnes physiques ou morales exerçant une activité dans le périmètre défini. Le bénéfice des actions entreprises par l'association est réservé à ses adhérents.

Les propriétaires des terrains situés dans le périmètre défini pourront adhérer à l'association, même s'ils n'y exercent aucune activité à cette date.

Toute association, organisme ou entreprise, extérieur au périmètre défini et souhaitant rejoindre Carpensud peut devenir membre « partenaire » après acceptation du conseil d'administration. Pour cela il s'acquitte annuellement d'une cotisation forfaitaire définie en assemblée générale sans toutefois avoir le droit de représentation au sein de l'assemblée générale.

ARTICLE 5 - ADHESION

Les demandes d'adhésion sont adressées à l'association.

L'adhésion devient effective après acquittement du montant de la cotisation correspondant à l'année civile en cours.

ARTICLE 6 - RADIATION

La qualité de membre se perd par :

- la démission,
- le décès,
- la cessation de son activité,
- la radiation prononcée pour motif grave par le conseil d'administration,
- le non paiement de sa cotisation, ou le non respect de ses engagements financiers,

La perte de la qualité de membre entraîne la suspension immédiate du bénéfice des actions entreprises par l'association.

La radiation par le conseil d'administration pour motif grave ne pourra être décidée qu'après que l'intéressé ait été convié par lettre recommandée à donner des explications, soit qu'il ait fait défaut à se présenter, soit que ses explications n'aient pas été jugées satisfaisantes.

La décision de la radiation par le conseil d'administration est susceptible d'appel devant l'assemblée générale.

ARTICLE 7 - RESSOURCES

Les ressources de l'association comprennent :

- le montant des cotisations, incluant la participation à l'action de défense, aux investissements et aux dépenses diverses,
- la facturation de prestations spécifiques,
- les subventions et dons de l'état, des régions, des départements, des communes ou d'autres personnes publiques ou privées.

Le montant des cotisations est fixé par le conseil d'administration. Il est entériné par l'assemblée générale.

L'association pourra mettre en place un fond de roulement au plus égal au montant des cotisations des trois dernières années consécutives, afin, en particulier, de pouvoir faire rapidement face aux conséquences d'actes de vandalisme.

Si nécessaire, après accord du conseil d'administration, le bureau pourra emprunter auprès d'organismes financiers.

ARTICLE 8 - CONSEIL D'ADMINISTRATION – BUREAU

Le conseil d'administration comprend au maximum vingt membres. Ils sont élus pour une durée de trois ans par l'assemblée générale. La fonction d'administrateur n'est pas rémunérée.

Le conseil choisit parmi ses membres, au scrutin secret, un bureau composé des personnes suivantes, agissant à titre bénévole :

- un président et, le cas échéant, un ou plusieurs vice-présidents,
- un secrétaire et, s'il y a lieu, un secrétaire adjoint,
- un trésorier et, s'il y a lieu, un trésorier adjoint, qui tiennent une comptabilité probante de l'association. Ils pourront se faire assister des services de comptables ou experts comptables.

En cas de vacance d'un ou plusieurs membres du bureau, le conseil d'administration pourra pourvoir au remplacement parmi d'autres membres du conseil.

Le conseil pourra désigner une ou plusieurs personnes non adhérentes à l'association pour assister le bureau, à titre bénévole, dans la gestion de l'association. Les frais directs qu'elles engageront à ce titre leur seront remboursés sur présentation de justificatifs. Elles seront responsables devant le conseil.

Avec l'accord du conseil, le président ou le secrétaire pourront embaucher le personnel nécessaire à l'accomplissement des tâches courantes. Il sera rémunéré par l'association et responsables devant le bureau.

ARTICLE 9 - REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration se réunit au moins tous les six mois sur convocation du président ou sur la demande du quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Tout administrateur absent peut se faire représenter par une personne de son entreprise ou par un autre administrateur. Le nombre des mandats est limité à un.

Tout membre du conseil qui, sans excuses, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire du conseil.

En cas de décès, d'indisponibilité ou de démission d'un membre du conseil, ce dernier pourra coopter un membre jusqu'à l'assemblée générale suivante.

Nulle personne physique ne peut faire partie du conseil si elle n'est pas majeure.

ARTICLE 10 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire comprend tous les membres de l'association. Elle se réunit chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice pour se prononcer sur le rapport d'activité, sur les comptes de l'exercice clos, pour fixer le montant des cotisations pour l'exercice suivant et pour procéder au remplacement des administrateurs en fin de mandat. Elle se réunit également chaque fois que le conseil d'administration en décide, ou sur la demande de 10% au moins des adhérents.

Deux mois au moins avant la date fixée, un appel à candidature est lancé auprès des adhérents afin de pourvoir au remplacement des administrateurs en fin de mandat.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du secrétaire. L'ordre du jour ainsi que la liste des candidats au conseil sont indiqués sur l'ordre du jour.

Chaque membre de l'association dispose d'un droit de vote pour lui-même à l'assemblée générale.

Les adhérents peuvent se faire représenter par le membre de leur choix. Le nombre des pouvoirs n'est pas limitatif.

Il est tenu une feuille de présence, émargée par chaque adhérent pour lui-même et le cas échéant pour chacun de ceux dont il détient les pouvoirs.

L'assemblée générale est valablement constituée lorsque le nombre des voix des membres présents ou représentés atteint au moins le tiers du nombre des adhérents à l'association.

Lorsque cette condition n'est pas remplie, une deuxième assemblée doit être tenue entre le seizième et le trentième jour suivant la première assemblée. Les décisions sont alors prises à la majorité des voix des membres qui sont présents ou représentés.

Le président expose dans un rapport d'activité la situation morale de l'association.

Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan arrêté au 31 décembre de l'année précédente à l'approbation de l'assemblée.

Après épuisement de l'ordre du jour, l'assemblée procède, tous les trois ans, au remplacement du conseil d'administration, au scrutin secret. Il pourra également procéder à des élections anticipées dans les cas prévus à l'article 9. Le mandat des administrateurs ainsi élus prendra fin en même temps que celui des administrateurs initialement élus.

L'assemblée ne peut traiter que des questions inscrites à l'ordre du jour par ceux qui l'ont convoquée.

ARTICLE 11 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée a un caractère extraordinaire lorsqu'elle se prononce sur une modification des statuts.

Les dispositions de l'article 10 relatives aux conditions de convocation des assemblées générales sont également applicables aux assemblées extraordinaires.

L'assemblée générale est valablement constituée lorsque le nombre des voix des membres présents ou représentés atteint au moins la moitié du nombre des adhérents à l'association.

Lorsque cette condition n'est pas remplie, une deuxième assemblée doit être tenue entre le seizième et le trentième jour suivant la première assemblée. Les décisions sont alors prises à la majorité des voix des membres qui sont présents ou représentés.

L'assemblée ne peut traiter que des questions inscrites à l'ordre du jour par ceux qui l'ont convoquée.

ARTICLE 12 - PROCES VERBAUX

Les procès verbaux des délibérations des assemblées sont transcrites sur un registre et signés par le président et un autre membre du bureau présent à l'assemblée.

Les procès verbaux des délibérations du conseil d'administration sont transcrites sur un registre et signés par le secrétaire et le président.

ARTICLE 13 - REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur peut être établi par le conseil d'administration, qui le fait alors approuver par l'assemblée.

Ce règlement intérieur est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.


ARTICLE 14 - DISSOLUTION

En cas de dissolution prononcée dans les conditions du quorum de l'assemblée générale extraordinaire, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci, et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

Fait à Carpentras,
le 29 mars 2012

Pour le bureau

Le trésorier
Patrick Poudevigne



Le président
Pierre Vincent

